

HERVÉ LE BRAS

**Se sentir mal
dans une France
qui va bien**

La société paradoxale

SE SENTIR MAL
DANS UNE FRANCE QUI VA BIEN

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2019
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-3407-7

Hervé Le Bras

**Se sentir mal
dans une France qui va bien**
La société paradoxale

éditions de l'aube

Introduction

94 % des Français s'estiment heureux de vivre dans leur pays¹ selon un sondage effectué en mars 2018 dans les 28 pays de l'Union européenne par Eurobaromètre. C'est au-dessus de la moyenne dans l'Union (91 %), nettement mieux, par exemple, que les Espagnols ou les Italiens. On pourrait penser que ce bonheur doit beaucoup à un système social protecteur. De tous les pays de l'Union, la France consacre en effet la plus forte part de son revenu à la protection sociale. 34 % de son PIB va aux prestations de santé, de retraite, de chômage, de logement, de handicap, alors que la moyenne européenne est de 29 %². Notre pays caracole devant les habituels champions de l'État-providence que sont le Danemark (32 % de son PIB) ou la Suède (29 %). Revers de la médaille, systématiquement mis en avant, ce budget social pèse lourd en charges sociales des entreprises. Ces charges ont pour contrepartie une grande politique sociale, il ne faut pas l'oublier.

1. Eurobaromètre 89, URL: <<http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/STANDARD/surveyKy/2180>>. (Tous les liens ont été vérifiés le 6 mars 2019.)

2. *France, portrait social, Édition 2018*, INSEE, 2018, URL: <<https://insee.fr/fr/statistiques/fichier/3646226/FPORSOC18.pdf>>.

Mais alors, pourquoi, six mois après le sondage d'Eurobaromètre, le 17 novembre, 280 000 Gilets jaunes déferlent-ils dans toute la France et, des semaines durant, crient leur dénuement et leurs souffrances, accompagnant leur révolte d'importants saccages pour mieux signifier leur frustration et leur colère ? Pourquoi, surtout, recueillent-ils 70 % d'adhésion de l'opinion à leurs protestations lors de leur première manifestation et, encore en février 2019, 50 % de sympathisants et de soutiens¹ ? La liste de leurs 42 revendications donne l'impression que la France est devenue un pays où il est difficile de vivre. Ils demandent notamment : la Sécurité sociale universelle, la hausse des allocations pour handicapés, 13 % de hausse du SMIC, pas de retraite inférieure à 1 200 euros, des emplois pour les chômeurs, l'isolation des logements, pas plus de 25 élèves par classe, l'extension des aides à la garde des enfants, des moyens pour la justice, la police, l'armée, etc. Ces demandes sont toutes respectables, mais *a contrario*, elles expriment autant de manques dont souffrent ou souffriraient les Français.

Comment résoudre cette contradiction entre l'importance du budget social de la nation, le sentiment immédiat de vivre heureux dans son pays et le sentiment contraire de souffrir de nombreuses carences sociales ? Pour y répondre, on examinera dans les prochains chapitres à quoi servent ces 34 % du PIB alloués à la protection sociale en comparaison des besoins de la population et de ceux des autres pays. Peut-être que l'importance des besoins, plus forte qu'ailleurs, explique l'ampleur de la dépense sociale.

1. *Les Français et le mouvement des Gilets jaunes*, sondage IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès, février 2019, URL : <<https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2019/02/Indices-de-popularite%C3%A9-f%C3%A9vrier-2019.pdf>>.

Peut-être que la répartition et la gestion des prestations sont défectueuses ou inégalitaires, l'aide n'allant pas à ceux qui en ont le plus besoin. Peut-être que l'évolution récente des prestations a été très défavorable. Il faut donc passer en revue les grands secteurs de la vie sociale et comparer la France aux autres pays européens, d'autant plus qu'aucune manifestation semblable à celle des Gilets jaunes ne s'y est produite.

Les comparaisons internationales sont toujours délicates, car chaque pays a une histoire et une structure sociale particulière. En toute rigueur, seule une comparaison de la totalité des caractéristiques des pays est légitime pour mesurer ce que le philosophe François Jullien appelle un « écart » lorsqu'il compare l'Occident à l'Extrême-Orient¹. Cependant, les pays de l'Union européenne ne diffèrent pas entre eux autant que la Chine de la France ou de l'Angleterre. Dans la mesure où leur système social et leur histoire ont beaucoup en commun, des comparaisons partielles entre certains secteurs de deux pays ont un sens. D'ailleurs, si l'on ne procédait pas ainsi, si l'on scrutait seulement la France, on n'aurait pas le moyen d'estimer ce qui est de l'ordre du possible et ce qui est de l'ordre de l'utopie. La France peut bien sûr innover, et elle en a donné des exemples, mais c'est à l'intérieur d'un champ de possibilités que le comportement des 27 autres pays de l'UE permet de délimiter.

Les comparaisons dans le temps posent moins de problèmes que celles dans l'espace. Les structures évoluent assez lentement. Comparer la situation d'une année à celle des années précédentes apporte ainsi d'utiles indications.

1. François Jullien, *L'Écart et l'Entre ; leçon inaugurale de la Chaire sur l'altérité*, Paris, Galilée, 2012.

Dans la mesure où les observations le permettent, les évolutions seront détaillées dans cet ouvrage. Les humains ont tendance à juger leur situation en fonction de leur situation passée, toute dégradation étant ressentie avec inquiétude car on anticipe qu'elle se poursuive. Tout passé ayant tendance aussi à être enjolivé, le mécontentement récent peut autant provenir d'une aggravation réelle qu'imaginée, d'où l'importance d'un retour aux observations et aux données, en particulier aux statistiques.

Avant même d'aller plus loin, on peut donner un avant-goût du résultat : la France est l'un des pays les plus égalitaires de l'UE – et, partant, de la planète – et l'un de ceux qui procèdent à la plus large redistribution sociale. Les derniers chapitres tenteront alors de lever la contradiction entre l'état objectif du pays, qui est plutôt bon, et le sentiment subjectif de ses habitants, qui est largement négatif.

Chapitre premier

Le malheur français

Année après année, les enquêtes européennes réalisées par Eurobaromètre dessinent un même portrait de la France : d'une part, comme on l'a dit en introduction, 94 % des Français s'estiment heureux de vivre dans leur pays. Mais, simultanément, une forte proportion d'entre eux multiplie les appréciations négatives sur ce même pays et sur son avenir. Leur pessimisme excède très souvent celui des autres Européens.

À la question « Avez-vous confiance dans l'avenir ? », seuls 58 % des Français répondent positivement, alors que les autres habitants de l'Union sont en moyenne 69 % à être confiants. Pire, parmi les 28 pays, seuls les Italiens (57 %) et les Litvaniens (40 %) sont plus pessimistes que les Français. L'optimisme est au contraire de mise dans les pays nordiques (91 % des Danois, 89 % des Finlandais, 85 % des Suédois) et en Allemagne (80 % des répondants).

Le pessimisme des Français s'étend à presque tous les domaines de la vie collective. 66 % d'entre eux déclarent ne pas faire confiance aux médias (56 % des Européens de même). Seuls les Grecs (77 %) et les Anglais (76 %) sont encore plus méfiants qu'eux. À l'inverse, plus de la moitié des Nordiques, des Allemands, des Tchèques et des Portugais accordent majoritairement leur confiance aux médias.

Même défiance envers les partis politiques. Certes, leur image n'est pas positive en Europe, où seulement 19 % de la population leur fait confiance, mais c'est pire en France où le pourcentage tombe à 7 %. C'est encore l'un des plus bas de l'UE. Seuls les Grecs (4 %) et les Lettons (5 %) font moins bien. Inversement, 46 % des Hollandais font confiance aux partis politiques, pourtant éparpillés dans ce pays à cause de leur système électoral proportionnel. Un tiers des Allemands, des Autrichiens, des Suédois et des Danois accordent aussi leur confiance aux partis.

Sans surprise, les Français n'en pincent pas non plus pour les syndicats. Seuls les Grecs et les Italiens sont plus réticents qu'eux. Dans ces trois pays, moins de la moitié de la population a un sentiment positif envers l'action des syndicats. C'est le contraire pour 80 % des Allemands et des Nordiques, la moyenne européenne se situant à 60 %.

En quelles institutions croient alors les Français ? Curieusement, pour ces contempteurs du jacobinisme, ce serait plutôt dans les fonctions régaliennes les plus pures. Ainsi, ils se déclarent plus que la moyenne européenne satisfaits de leur police, de leur armée, et même de leur administration publique. Pour l'armée, c'est un véritable plébiscite avec 85 % de réponses positives (74 % en moyenne dans l'UE). Le Danemark (86 %) et la Finlande (92 %) font un peu mieux, mais ce dernier pays a un voisin peu commode avec lequel il a eu souvent maille à partir.

Est-ce alors l'indice que les Français ont besoin de protection ? Ils sont, certes, les plus hostiles à la mondialisation. 55 % d'entre eux s'en méfient (38 % dans l'ensemble de l'UE). Seuls les Grecs, qui réprouvent à 70 % la mondialisation, sont plus circonspects. On comprend ces derniers après le passage de la Troïka qui leur a imposé et leur impose encore de grandes souffrances. Mais les Français

n'ont pas connu ce genre d'expérience. Ils n'ont pas été exposés de plein fouet à la mondialisation, pas plus en tout cas que les Danois qui sont en sa faveur à 75 % ou que les Portugais, à 68 %. Pire, l'État, malgré la confiance qu'ils mettent en lui, ne paraît pas protéger les Français. 27 % d'entre eux, score le plus élevé de tous les pays, estiment que leur sécurité est mal assurée (contre seulement 17 % des Européens).

Ils refusent les institutions, ils ne se sentent pas protégés par l'État. Quelle est alors la raison pour laquelle, malgré ces vents contraires, 94 % des Français estiment être heureux dans leur pays, car pour l'instant, cela ressemble à du masochisme ? Deux possibilités contradictoires se présentent : le bon fonctionnement de l'économie de marché et la solidarité. Les enquêtes Eurobaromètre posent des questions sur ces deux sujets. Le résultat accroît la perplexité. L'économie de marché, d'abord : les Français sont les plus réticents à son sujet. 40 % en ont une opinion négative contre 29 % des Européens. Seuls les Grecs sont encore plus réservés (46 %), mais de peu. Plus précisément, le libre-échange et la concurrence ne permettraient-ils pas aux Français de se défendre individuellement, puisqu'ils ne peuvent pas compter sur les institutions ? Ici encore, le résultat est particulièrement négatif. Questionnés sur leur appétence pour le libre-échange et pour la concurrence, les Français émettent l'opinion la plus négative de tous les pays de l'Union dans chacun des deux cas.

L'esprit d'entreprise serait-il alors la recette miracle pour désembourber les Français qui semblent revenus de tout ? La question posée à ce sujet apporte un démenti cinglant. Même si 75 % le jugent positivement, ils sont pratiquement les moins enthousiastes en Europe, ne devant que les Italiens (74 %) et les Roumains (60 %). Le Danemark ou

la Suède au tempérament plus socialiste sont au contraire les plus forts adeptes de l'esprit d'entreprise (respectivement 90 et 85 % d'opinions favorables). Reste une possibilité, celle de mettre la confiance dans les grandes entreprises qui historiquement ont été les championnes de la France, qu'elles soient publiques ou privées. Interviewés au sujet de ces grandes entreprises, les Français sont à nouveau les plus réservés de tous les Européens avec 47 % d'opinions négatives (37 % pour la moyenne de l'UE).

Puisque les Français ne considèrent pas que l'économie puisse les protéger, reste la solidarité. Questionnés à ce sujet, ils continuent de se montrer pessimistes. 78 % en ont une opinion positive, mais ils figurent dans les quatre pays aux plus faibles scores, deux d'entre eux étant des champions du libéralisme, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Reste l'État-providence, le plus généreux de tous en Europe (bien sûr, c'est une façon de parler, car l'État est généreux grâce à l'argent des contribuables). Malgré cela, les Français ne portent pas un jugement positif sur lui, bien au contraire. C'est même le bouquet, car avec 34 % de réponses favorables, ils sont de loin ceux qui l'apprécient le moins en Europe, où l'on observe globalement 67 % de réponses positives : 86 % au Danemark, 81 % en Allemagne, mais aussi 82 % en Bulgarie, 84 % en Espagne, 89 % en Suède, 91 % en Finlande, 74 % en Pologne, etc. Les deux plus faibles valeurs après la France, mais déjà bien au-dessus, s'élèvent à 57 % pour l'Italie et le Royaume-Uni. Peut-être que tous ces pays rêvent d'un État-providence aussi généreux que l'État français, tandis que les Français, pour qui ce n'est pas un rêve mais une réalité, n'en voient plus que les défauts. Quoi qu'il en soit, le paradoxe est ici porté à son comble. L'État qui consacre la plus grande part de son PIB à la politique sociale est de loin celui qui s'attire

la plus mauvaise opinion à ce sujet. S'il faut l'expliquer (sans l'excuser), il est possible que le Français ait l'impression que certains profitent indûment de l'État-providence. C'est d'ailleurs le leitmotiv de nombreuses politiques publiques qui cherchent à débusquer de supposés tricheurs.

Puisque le Français n'accorde de confiance ni aux institutions ni au marché ni à la solidarité, il est vraisemblable qu'il ait une assez mauvaise opinion de ses concitoyens. C'est malheureusement le cas. À la question : « En votre pays, pensez-vous que les gens ont beaucoup de choses en commun ? », 35 % des Français répondent négativement, de loin le score le plus élevé de toute l'Union. Suivent les Luxembourgeois et les Hongrois à 28 %, les Belges à 27 %, et les Roumains à 24 %. Il est possible que l'expression « beaucoup de choses en commun » ait un contenu plus fort en français que dans d'autres langues. Cependant, ce résultat est logique puisque toutes les possibilités de lien social ont été passées en revue dans les réponses précédentes et que la France a toujours obtenu l'un des plus mauvais scores, sauf pour les fonctions régaliennes, qui seraient ainsi le seul point commun à tous les Français.

« Seul point commun » est vite dit, car il demeure un domaine à ne pas avoir été interrogé, celui de la famille, et donc de la vie privée. Un moyen indirect de l'examiner est fourni par deux questions posées par Eurobaromètre. La première demande quel jugement les individus portent sur « leur vie en général », et la seconde, sur « la situation de leur pays ». L'écart entre les pourcentages de réponses positives à la première question et à la seconde donne la mesure du repli dans la vie privée. Or les Français obtiennent le second écart le plus élevé (48 %) de tous les pays de l'UE, derrière l'Espagne et la Slovaquie. Ils se situent bien au-dessus de la moyenne européenne (32 %).

À titre de comparaison, l'écart des deux pourcentages n'est que de 14 points au Danemark et de 10 en Allemagne. Un sondage d'Eurobaromètre consacré à la situation sociale des Européens a posé des questions voisines en 2015. Le résultat est pratiquement le même. L'écart est encore le plus élevé en France et en Espagne. Seule, à nouveau, la Slovénie les dépasse. Il ne s'agit donc pas d'un sentiment lié à des circonstances passagères.

Le même sondage d'Eurobaromètre va plus loin en demandant de porter un jugement sur l'évolution de l'existence personnelle en général, et de la situation du pays au cours des cinq dernières années. 82 % des Français estiment que la situation de leur pays s'est détériorée au cours de ces cinq années et 2 % qu'elle s'est améliorée, alors qu'ils ne sont que 35 % à penser que leur situation personnelle s'est dégradée (28 % à estimer qu'elle s'est améliorée et 37 % qu'elle n'a pas changé). Dans la plupart des pays, la relation entre le changement de la vie personnelle et le changement de la situation du pays est plus cohérente. Par exemple, seuls 4 % des Grecs pensent que leur vie s'est améliorée et 2 % que la situation de la Grèce aussi. Pour les Danois, ces deux pourcentages sont de 48 % et de 46 %; 29 % et 16 % pour les Polonais.

Les Français s'enferment à la fois dans le passé et dans leur vie privée. Ainsi, parmi les 42 mesures demandées par les Gilets jaunes, huit demandaient un retour pur et simple à une situation antérieure ou son maintien: pas de prélèvement à la source; pas de retraite à points; retraite à 60 ans; favoriser les petits commerces; fin immédiate des fermetures de petites lignes, de bureaux de poste, d'écoles, de maternités; mandat de sept ans pour la présidence; interdiction de vendre des biens appartenant à la France; retour du prix public du gaz et de l'électricité.

Quant au confinement dans la vie privée, on peut le rapprocher d'une autre particularité de la France : c'est le pays d'Europe qui a la fécondité la plus élevée. Ce fait est d'habitude assimilé à une preuve d'optimisme. Il semble plus judicieux d'y voir une retraite dans l'espace familial, ce que les Anglo-Saxons qualifient de « *cocooning* ». C'est d'ailleurs la thèse défendue par Claudia Senik, la spécialiste de l'économie du bonheur¹. Il existe aussi des précédents historiques comme la hausse de la natalité en Pologne, un an après l'instauration de l'état de siège par Jaruzelski.

Les Français ont-ils des raisons de se retrancher dans leur vie privée ? Leur vie sociale est-elle si décevante, si menaçante qu'ils ne puissent plus faire confiance à personne en dehors de leurs plus proches ? Les chapitres qui suivent vont tenter de répondre à cette question.

1. Claudia Senik, *L'Économie du bonheur*, Paris, Seuil, 2014.